



MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Service Commun
de la Documentation
Direction

CONSEIL DE LA DOCUMENTATION

mardi 9 décembre 2008

Compte rendu

UNIVERSITÉ D'AVIGNON
ET DES PAYS DE VAUCLUSE
**SERVICE COMMUN
DE LA DOCUMENTATION**

Campus centre-ville
Site Ste Marthe
74 rue Louis Pasteur
84018 AVIGNON CEDEX 1
Tél. + 33 (0)4 90 16 27 60
Fax. + 33 (0)4 90 16 27 70
bu@univ-avignon.fr
<http://www.bu.univ-avignon.fr>

PRESENTS :

Enseignants, enseignants-chercheurs :

. ARNAUD Marie-Claude (Sciences), BELLOT Patrice (IUP-GMI), PETITEAU Natalie (Lettres), RANGER Graham (Lettres)

Personnels du SCD :

. AUMERAN Yvette, LOMAGNO Marie-Laure, PHILIPPE Stéphane, QUERE François, REYNE Corinne, VASSILIOU Véronique

Etudiants :

. TREMBLAY Johanne (SLA), ZRIFI Housna (Droit)

Personnalités extérieures :

. AVENTURIER Pascal (Unité régionale de documentation de l'Inra, Agroparc, Avignon)
. COLLET Anne-Christine (Bibliothèque de l'IUFM de l'Université Lyon 1)

Participaient à titre consultatif :

. COTTA Yvan, directeur de l'UFR Sciences exactes et Sciences de la nature
. DAGAN Anne, responsable de l'Antenne Documentaire de l'Agroparc
. DIMONDO Isabelle, directrice du SCD
. FRESSOZ Pierre, représentant Mme COSTA Delphine
. GILLES Philippe, directeur de l'Institut Universitaire Professionnalisé Génie Mathématique et Informatique (représenté par M. BELLOT Patrice)
. SUET Pierre-Louis, directeur de l'UFR Sciences et Langages appliqués

ABSENTS OU EXCUSES :

BILLARD Marie-Claude (procuration à Mme REYNE Corinne), BLACHER Philippe, COSTA Delphine (procuration à Mme PETITEAU Natalie), DEDIEU Anthony, DOMINGUEZ Hélène, GERARD Romain, GUIBOUD-RIBAUD Garry, MABY Jacques, MARTIN-CHAUVIN Caroline (procuration), PROST Philippe, PRUVOST Christophe, RILEY Thomas (procuration à Mle TREMBLAY Johanne).

Ordre du jour :

Approbation du procès-verbal du conseil de la documentation du 20 octobre 2008

- 1 - Informations générales
- 2 - Bibliothèque électronique de l'Université d'Avignon
- 3 - Questions diverses

Le Conseil de la Documentation s'est réuni le mardi 9 décembre 2008, à 9h30, sous la présidence de **Pierre-Louis SUET**, directeur de l'UFR Sciences et Langages Appliqués, représentant le Président de l'Université d'Avignon, **Emmanuel ETHIS**, empêché.

Approbation du procès-verbal du Conseil de la Documentation du 20 octobre 2008

Le procès-verbal du Conseil de la Documentation du 20 octobre 2008 est approuvé à l'unanimité.

1 - INFORMATIONS GENERALES

- **Expositions**

« **Explorer le monde des insectes et des arachnides** » : 17-28 novembre 2008

- exposition de macrophotographies réalisées par 12 photographes
- vitrines d'insectes de M. Maubenard, entomologiste amateur
- ouvrages et beaux livres sur le monde des insectes
- projections de films à la vidéothèque

Cette exposition a été prolongée jusqu'au 10 décembre 2008 en raison du vif succès obtenu auprès de la communauté universitaire et de la communauté avignonnaise (sept classes d'écoles primaires, une classe d'adolescents en difficulté)

« **Les années 68** » : 10 décembre 2008-16 janvier 2009

- peintures, gravures et lithographies mises à disposition par l'Atelier Giovanni Taormina d'Avignon
- photographies de 68 en Avignon mises à disposition par les Archives municipales d'Avignon
- documents d'époque, grands prix littéraires de 1965 à 1973 (dont certains sont prêtés par la Bibliothèque municipale d'Avignon)
- projections de films à la vidéothèque

Isabelle DIMONDO souligne que ces expositions permettent non seulement de valoriser les fonds documentaires, de proposer des manifestations culturelles variées à la communauté universitaire mais aussi d'ouvrir l'Université au Grand Avignon et de tisser des liens avec les instances municipales et départementales.

- **Accueil**

La Bibliothèque a accueilli, pendant trois jours (du 2 au 4 décembre 2008), un groupe de personnels de la Bibliothèque municipale d'Avignon dans le cadre d'un stage organisé par le CRFCB de Marseille sur la « Recherche documentaire en lecture publique ».

- **Périodiques électroniques**

Un nouveau service a été mis à disposition de la communauté universitaire, notamment pour les enseignants, les chercheurs et les étudiants avancés. Il s'agit d'un répertoire permettant une recherche par titre de périodiques électroniques (et non plus par le nom de son producteur ou de son diffuseur).

- **Politique de prêt**

En raison :

- de la baisse des prêts
- des besoins en documentation de certains enseignants et doctorants

les politiques de prêt ont été modifiées. Ainsi, il a été décidé :

- d'une augmentation du nombre de prêts pour les enseignants et les doctorants :
12 livres (au lieu de 8) pour une durée inchangée (28 jours + 14 jours de prolongation)
- d'un allongement de la durée des prêts de vidéos pour l'ensemble des lecteurs : 7 jours (au lieu de 2)
- d'une prolongation possible de 7 jours du prêt des périodiques pour l'ensemble des lecteurs

Enfin, il a été décidé d'abandonner les « prêts vacances » : les ouvrages pourront être renouvelés à tout moment.

A l'exception de la fin des prêts vacances applicable immédiatement, ces modifications prendront effet le 5 janvier 2009.

- **Fonds spécialisés**

La Bibliothèque Universitaire souhaite valoriser davantage ses fonds spécialisés, issus principalement de dons, en leur consacrant une page Web sur son site. Ainsi, il sera possible d'effectuer des recherches dans le catalogue des fonds de Maurice Agulhon, de Pierre George ou de l'American Library. Une biographie et une bibliographie de ces donateurs seront également disponibles.

2 – BIBLIOTHEQUE ELECTRONIQUE DE L'UNIVERSITE D'AVIGNON

Isabelle DIMONDO présente la bibliothèque électronique de l'Université et soulève le problème de son maintien et de son développement.

L'Université doit se saisir du problème : le SCD ne peut pas, sur son budget propre, prendre en charge la totalité du coût des abonnements électroniques. Le Conseil Scientifique de janvier 2009 sera consacré à la documentation, et plus particulièrement à la bibliothèque électronique : **Isabelle DIMONDO** y présentera des solutions.

Le consortium COUPERIN continue à négocier les meilleurs tarifs possibles. Malheureusement, les producteurs/diffuseurs augmentent considérablement leurs tarifs. Aussi, il serait souhaitable que les présidents d'universités se mobilisent auprès des instances nationales, l'intervention des directeurs des services documentaires étant insuffisante.

Les établissements de taille moyenne, comme l'Université d'Avignon, rencontrent des difficultés supplémentaires : jusque-là grands bénéficiaires des négociations nationales basées sur le nombre d'étudiants, ils subissent de plein fouet les augmentations tarifaires des éditeurs et les modes de calcul qui leur sont de moins en moins favorables.

Il serait important que ces établissements soient plus actifs dans les instances nationales, en participant aux négociations par exemple, afin de faire entendre leurs difficultés.

Quelques solutions locales peuvent être proposées :

- **Arrêt des abonnements papier**

Les prochaines commissions documentaires spécialisées pourraient réfléchir à cette solution.

Véronique VASSILIOU soulève le problème de la conservation patrimoniale si les abonnements papier disparaissent.

- **Arrêt des abonnements électroniques**

Nous pourrions interrompre l'abonnement à certains titres de la bibliothèque électronique. **Patrice BELLOT** pose le problème de l'archivage de la documentation électronique. En effet, en interrompant un abonnement, a-t-on accès aux années précédemment acquises ? Ne perd-on pas, en plus de la base courante, l'investissement financier passé ?

En fait, généralement, la bibliothèque achète un accès pérenne aux années pour lesquelles elle avait souscrit un abonnement mais elle n'achète pas le logiciel d'interrogation. La réelle difficulté est comment interroger les années rétrospectives acquises sans un abonnement annuel. Une réflexion nationale devrait être menée (par des instances comme Couperin par exemple ou comme le Cines).

Pour **Véronique VASSILIOU**, l'arrêt des abonnements électroniques fragilise une des missions fondamentales des bibliothèques, celle de la conservation des collections.

Pour arrêter certains abonnements, encore faut-il pouvoir définir les critères sur lesquels se baser :

- mesurer l'usage :

Le critère qui vient immédiatement à l'esprit repose sur l'usage réel : il faudrait pouvoir recueillir des statistiques d'utilisation.

Cependant, nous ne sommes pas en mesure d'y parvenir pour l'ensemble de la bibliothèque électronique : tous les éditeurs, même parmi les plus grands (comme par exemple Dalloz), ne nous les communiquent pas, certains nous présentent des données parcellaires, d'autres ne sont plus capables d'individualiser les établissements membres des groupements de commande (ex : Factiva et Encyclopaedia Universalis).

Pierre FRESSOZ suggère que nous récoltions nous-mêmes les statistiques de consultation des bases. Mais, cela semble difficile car les points d'entrée pour chaque titre sont multiples (site de la BU, favoris, ENT....).

Stéphane PHILIPPE évoque la difficulté technique de récolter des statistiques de certains sites. **Housna ZRIFI** suggère de lancer une enquête d'utilisation de la bibliothèque électronique auprès des enseignants et des étudiants.

De plus, l'utilisation des bases étant très différente selon les domaines, il est difficile d'appliquer aujourd'hui une politique documentaire sur la seule étude des statistiques d'utilisation : les chercheurs en Sciences pures et appliquées et, dans une moindre mesure ceux en Sciences juridiques et économiques, utilisent depuis longtemps la bibliothèque électronique tandis que, pour les chercheurs en Sciences humaines et sociales, cette documentation n'est pas consultée de façon aussi systématique. Nous devons d'abord envisager une plus grande communication et un développement des formations auprès des enseignants, chercheurs et étudiants pour qu'ils utilisent très régulièrement l'ensemble des ressources électroniques. Alors seulement, nous pourrions nous baser sur l'étude des statistiques pour arrêter certains abonnements.

- collaborer avec l'INRA pour une rationalisation des collections numériques

Pascal AVENTURIER propose que nous établissions la liste des titres communs des deux institutions afin, éventuellement, de pouvoir en supprimer certains. Un rendez-vous est pris. **Yvan COTTA** suggère qu'une convention soit établie entre l'INRA et l'UAPV.

- **Valorisation des archives ouvertes à l'Université**

Véronique VASSILIOU souhaiterait que les chercheurs publient davantage dans les revues en ligne gratuites. La situation est en effet paradoxale : les bases dont les prix augmentent de façon exponentielle sont réalisées à partir des articles des chercheurs des universités. **Natalie PETITEAU** évoque la création et la politique éditoriale de Revues.org qui n'a pas toujours été suivie par les instances décisionnelles de l'Université. **Graham RANGER** propose d'afficher les bases payantes et non payantes sur le site de la bibliothèque, mais cela est déjà le cas.

- **Attribution de crédits supplémentaires**

Isabelle DIMONDO dresse le tableau des différentes sources de financement appliquées dans les universités françaises. De façon générale, celles-ci ne laissent pas leur Service Commun de la Documentation prendre en charge la totalité du coût de la bibliothèque électronique :

- . soit des ressources supplémentaires sont versées par l'université via la DGF ou via le BQR
- . soit un prélèvement à la source est effectué en fonction du nombre de chercheurs ou du nombre d'adresses IP de l'université
- . soit est mise en place une participation des UFR ou des laboratoires : cela peut être fonction du nombre d'enseignants, de chercheurs et d'IGR ou une participation forfaitaire pour une base très spécialisée.
- . Les solutions peuvent être mixtes : participation et de l'université et des laboratoires (ou UFR).

A l'Université d'Avignon, 10 000 € sont versés via le BQR et l'IUT participe à hauteur de 3 500 € pour la base d'économie gestion, Business Source Elite. Le coût total de la bibliothèque électronique s'élèvera à au moins 270 000 € en 2009 (230 000€ en 2008).

Pierre-Louis SUET suggère qu'un pourcentage de la DGF soit prélevé pour participer à l'acquisition de cette bibliothèque électronique. La future Fondation Universitaire pourrait la financer dans l'avenir. Un dossier complet devrait être présenté au Conseil Scientifique et au Conseil d'Administration.

Yvan COTTA souhaite qu'**Isabelle DIMONDO** présente à l'Université un dossier indiquant les coûts de toutes les bases de données.

Marie-Claude ARNAUD demande s'il n'est pas possible d'envisager un financement via un PPF. **Isabelle DIMONDO** se pose la même question mais ne connaît pas les modalités de dépôt des PPF. Une étude sera donc réalisée.

3 - PRÊT-ENTRE-BIBLIOTHÈQUES

L'ABES (Agence bibliographique de l'enseignement supérieur) et l'AURA (Association du réseau des établissements utilisateurs de l'ABES) proposent un nouveau dispositif de facturation des transactions de Prêt Entre Bibliothèques afin de diminuer la charge de travail des services administratifs. L'ABES centralisera la facturation et émettra une facture annuelle vers les établissements

Malheureusement, cette procédure, qui semble à priori intéressante, pénalise les établissements de taille moyenne, comme l'Université d'Avignon, qui pratiquent essentiellement le PEB demandeur. En effet, leurs collections étant plus modestes que celles des grands établissements, les besoins extérieurs sont plus importants. Si la documentation électronique réduit le nombre de demandes d'articles, notamment dans le domaine scientifique, ils restent demandeurs d'ouvrages. Et, dans la mesure où ce dispositif supprime le système de réciprocité, le coût global sera nettement augmenté. A l'Université d'Avignon, en 2008, 821 prêts sur 1106 ont été réalisés avec des établissements procédant à la réciprocité. Ainsi, seules 285 transactions ont été facturées.

Anne-Christine COLLET, qui a participé au groupe de travail AURA-ABES, constate qu'effectivement ce dispositif est plus avantageux pour les grands établissements. Elle ajoute que cette nouvelle procédure n'est qu'une première étape dans la refonte totale du réseau de fournitures de documents où la place des établissements de type Cadist doit être revue.

Pierre FRESSOZ estime qu'il serait plus intéressant pour un établissement comme Avignon de payer des frais fixes plus importants et de ne pas être facturés sur les transactions et/ou que les établissements de petite taille puissent bénéficier d'une aide financière.

L'ABES et l'AURA demandent à tous les établissements de les informer avant le 15 décembre 2008 de leur intention de participer à cette nouvelle organisation. Après discussion, il est décidé que l'Université d'Avignon acceptera d'adhérer à ce dispositif. Conjointement, **Isabelle DIMONDO** demandera au Président de leur adresser un courrier dénonçant les difficultés financières engendrées par ce nouveau fonctionnement.

Isabelle DIMONDO propose que de nouveaux tarifs, correspondant à ceux proposés par l'AURA, soient votés. Pour information, les tarifs actuels sont inchangés depuis le 4 décembre 2006.

Proposition de nouveaux tarifs :

Photocopies :

tranche de 50 pages : 8 € (au lieu de 6 €) (provenance des photocopies : France)

Ouvrages :

9 € (au lieu de 7 €) (provenance des ouvrages : France)

Ces tarifs sont soumis au vote.

Ils sont adoptés à l'unanimité.

Pierre-Louis SUET remercie **Isabelle DIMONDO** et informe l'assemblée qu'il fera remonter au Président de l'Université toutes ces informations.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11h30.

Isabelle DIMONDO
Directrice du Service Commun
de la Documentation